

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 25 – du 20 juin au 27 septembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTÉ-PAYS DU GOLFE UN APPROFONDISSEMENT CONTINU DU PARTENARIAT

L'Égypte est le premier bénéficiaire de l'aide octroyée par les États membres du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe (CCEAG), comptant pour près de 30 % du total sur la période 1963-2022, soit plus de 100 Mds USD. Les pays du Golfe jouent un rôle commercial historique dans l'économie égyptienne, représentant en moyenne 14,9 % des échanges extérieurs sur la dernière décennie. Investisseurs traditionnels dans le pays, ils renforcent par ailleurs leur présence, y compris dans de nouveaux secteurs, en lien avec leurs stratégies de diversification.

En réponse aux crises successives traversées par l'Égypte, le soutien financier des pays du CCEAG s'est avéré systématique, avec des financements accordés jusqu'à 4,5 fois supérieurs à ceux du FMI entre 1974 et 2022. Avec un stock de 31 Mds USD de dépôts à la Banque Centrale égyptienne fin décembre 2023, soit 75 % des réserves, les pays du Golfe s'imposent comme des acteurs incontournables de la stabilité financière et économique en Égypte. Cette année, l'investissement massif de 35 Mds USD des EAU (dont 11 Mds USD de conversion des dépôts auprès de la BCE et 24 Mds USD de capitaux « frais ») a joué un rôle majeur dans le regain de confiance des investisseurs vis-à-vis de l'Égypte. Il a également fourni aux autorités égyptiennes les marges de manœuvre nécessaires au flottement de la monnaie, facilitant ainsi l'intervention de bailleurs internationaux – dont celle du FMI. Cependant, des questions demeurent sur l'affectation des 50 % des capitaux entrants (12 Mds USD) non affectés au désendettement.

Depuis la dernière décennie, les pays du CCEAG sont plus attentifs que par le passé à obtenir des retours sur investissements et dès lors plus regardants sur les contreparties à l'octroi de leurs financements. Un nouveau mode d'intervention initié en 2016 se traduit dorénavant par de l'investissement direct – notamment via les fonds souverains – ou de l'aide-projet, prenant davantage en compte les réformes structurelles défendues par le FMI visant, notamment, à assurer la soutenabilité de la dette publique (politique de change, consolidation budgétaire et amélioration de l'environnement des affaires). Par ailleurs, porte d'entrée vers l'Afrique mais également membre des BRICS, qu'elle a rejoints le 1^{er} janvier 2024 en même temps que les EAU, l'Égypte offre également un emplacement stratégique et d'équilibre permettant aux pays du Golfe de tirer parti d'initiatives diverses, comme la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ainsi, dès 2022, les gouvernements et fonds souverains des pays du CCEAG se sont engagés dans le renforcement des coopérations bilatérales dans des secteurs clés (tourisme, énergie, transports, logistique) et également dans le programme de cessions d'actifs publics des autorités égyptiennes (l'Arabie Saoudite et les EAU comptent pour 80 % des cessions déjà conclues). Le pragmatisme caractérisant cette nouvelle approche et l'intensité des liens entre les pays du Golfe et l'Égypte favorisent une approche conjointe des enjeux régionaux tout en rehaussant le positionnement de l'Égypte malgré ses difficultés économiques persistantes.

LE CHIFFRE À RETENIR

x 4,5

RAPPORT ENTRE LES
VOLUMES DE FINANCEMENT
DES PAYS DU GOLFE
ET CEUX DU FMI

Service Économique du Caire

ÉGYPTE

1. NOUVEL INVESTISSEMENT DE ST GOBAIN.

Le fabricant français de verre et de matériaux de construction Saint Gobain a présenté un projet d'installation d'une nouvelle usine de verre à Sadat City. D'après un [communiqué](#) du bureau du Premier Ministre égyptien, ce projet d'investissement d'un montant de 40 M EUR fait partie des 200 M EUR d'investissements annoncés le 24 juin 2024 par le groupe en Égypte sur les trois prochaines années. Il s'agira de la quatrième usine construite en Égypte par le groupe.

2. SOUTIEN BUDGÉTAIRE DE LA BANQUE MONDIALE.

La Banque Mondiale a [accordé](#) le 24 juin 2024 une aide budgétaire de 700 M USD à l'Égypte. Ce financement de politique de développement (DPF) vise à soutenir le secteur privé égyptien, la résilience économique, la consolidation budgétaire et la transition verte. Pour mémoire, le groupe Banque Mondiale s'est engagé à apporter à l'Égypte des financements à hauteur de 6 Mds USD sur la période 2024-2026.

3. ACCÉLÉRATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE SANTÉ.

Le Ministre égyptien des Finances Mohamed Maait a [déclaré](#) dans un communiqué publié le 22 juin 2024 l'accélération du déploiement du système d'assurance maladie pour la population, après des projets pilotes concluants réalisés dans les gouvernorats de Port Saïd, Ismaïlia, Louxor et du Sud-Sinaï. Il a annoncé que le système sera étendu à Assouan et Suez dès juillet 2024. Le Ministre rappelle également le nécessaire partenariat avec le secteur privé dans la mise en place de ce nouveau système, pour offrir aux égyptiens des services médicaux de qualité.

4. VERS LA FIN DES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ ?

Le Premier Ministre égyptien a présenté le 25 juin pendant une [déclaration télévisée](#) un plan visant à mettre fin aux coupures d'électricité pendant les mois d'été à partir de la troisième semaine de juillet et les supprimer définitivement à terme. L'ajout d'une "heure supplémentaire" de délestage en plus des deux heures de coupure journalières avait été annoncé en début de semaine, alors que certaines régions subissaient déjà des coupures de cinq heures ou plus par jour. La solution annoncée consiste d'une part à augmenter l'offre en réalisant des importations supplémentaires en carburants et en GNL pour alimenter les centrales égyptiennes, mais également à réduire la demande en fermant les magasins et centres commerciaux à 22h (hors supermarchés, restaurants et pharmacies). EGAS (Egyptian Natural Gas Holding Company) a ainsi lancé

un appel d'offres en début de semaine pour l'importation de 17 cargaisons de GNL au cours des trois prochains mois.

IRAK

1. ALLOCATION DE 5 MDS\$ POUR LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEL OLÉODUC SUD-NORD.

Un amendement au budget fédéral 2023-2025 autorise l'allocation de 4,96 Mds USD pour la construction d'un nouvel oléoduc allant des champs pétroliers de Bassora à Haditha dans l'Anbar (685 km). D'une capacité de transport de 2,25 M de barils par jour (Mb/j), ce nouvel oléoduc aura un tracé similaire à celui du *strategic pipeline* construit dans les années 1970 et devenu obsolète (capacité effective de 300 000 b/j). Cet oléoduc alimentera notamment les raffineries et centrales au fioul au sud et au centre du pays. À plus long terme, une telle infrastructure permettrait à l'Irak de diversifier ses voies d'exportation de brut – avec d'éventuelles connexions entre Haditha et Aqaba (Jordanie), Banias (Syrie) et le port turc de Ceyhan.

2. NOUVELLES MESURES POUR RENFORCER LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE.

Le Conseil des ministres a approuvé plusieurs mesures visant à faire face aux besoins d'électricité du pays lors du pic estival et à renforcer plus durablement le réseau électrique du pays. Parmi celles-ci, deux contrats d'une durée de trois mois entre le Ministère de l'Électricité (MoE) et les conglomérats locaux Mass Holding Company et KAR Group pour la fourniture d'électricité. Le contrat avec KAR Group concerne la fourniture d'électricité en provenance de Turquie. Le Conseil des ministres a également donné son feu vert au ministère des Finances (MoF) pour un accord de prêt pour le projet de fourniture et d'installation de cinq sous-stations électriques de 132 KV par General Electric (GE), situées à Khalidiya, Al-Suwaira, Al-Rumaiha, Kirkuk, et Al-Rifai.

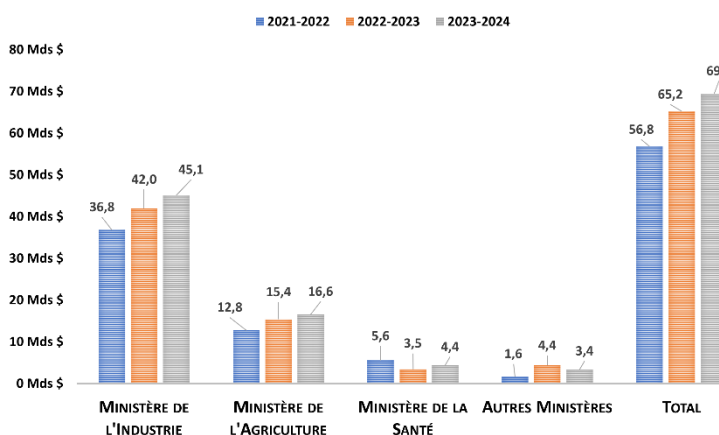
IRAN

1. HAUSSE DE 22% DES ALLOCATIONS DE DEVICES ENTRE 2021 ET 2024.

Selon la Banque Centrale, au cours des trois dernières années l'allocation de devises aux différents ministères serait passée de **56,82 à 69,41 Mds \$**, soit une hausse de 22%. Cette croissance résulte essentiellement de l'augmentation des exportations de pétrole qui a, par ailleurs, accru la

part du secteur pétrolier dans le PIB. Au terme de la pandémie de COVID-19 et du retour à Washington d'une administration démocrate moins stricte sur l'application des sanctions, le secteur pétrolier a soutenu le PIB grâce à l'exportation de plus d'1 Mbj au cours des deux dernières années (1,5 Mbj depuis janvier 2024) contre 0,3 Mbj durant la période 2019-2021. Parmi les autres ministères, l'Agriculture a été le mieux doté en devises, dans l'espoir – déçu - qu'il parviendrait à juguler l'inflation dans le secteur alimentaire, notamment par le truchement du contrôle des prix de certains produits de base. S'agissant du Ministère de la santé, l'allocation insuffisante de devises a désorganisé l'approvisionnement en médicaments, accroissant les déséquilibres financiers dont souffre la filière. Au total, la stratégie d'allocations de devises s'est révélée inefficace, voire dommageable aux intérêts des ménages.

ALLOCATION DE DEVISES ENTRE 2021-2024 (Mds\$)



2. LANCEMENT DU RIAL NUMÉRIQUE.

Lancé par la Banque Centrale – qui en garantit la valeur - le rial numérique aura la même fonction que le numéraire et pourra être utilisé pour effectuer tous types de paiements. Contrairement aux autres formes de monnaie électronique déjà utilisées dans le pays, qui transitent par des comptes bancaires et des outils de paiement traditionnels tels que les cartes de crédit, le Rial numérique n'a pas besoin de compensation interbancaire pour réaliser un transfert de fonds entre acheteur et vendeur. Dès que l'opération d'achat est effectuée, les fonds reçus sont mis à la disposition du vendeur et peuvent être utilisés en scannant le code-barres généré par les applications fournies. Pour mémoire, ce projet pilote a été initié en 2022 et sera généralisé au début du prochain semestre. La part des outils de paiement électronique dans les transactions bancaires iraniennes s'est élevée l'an dernier à 98,7%. En moyenne, chaque Iranien effectue cinq

transactions bancaires électroniques par jour. Le réseau des transactions bancaires (SHEBA) enregistre annuellement 50 Mds de transactions - d'une valeur de 140.000 Trillions IRR (234 Mds \$) – tandis que 120 M de transactions sont effectuées par chèque, pour une valeur de 80.000 Trillions IRR (134 Mds\$).

3. LE STRESS HYDRIQUE À 80%.

Selon le cabinet d'études iranien SGPM, l'Iran est à la veille d'une rupture d'approvisionnement en eau potable dans plusieurs régions, avec un taux de stress hydrique national supérieur à 80%. Cette situation résulte d'une combinaison de négligences, sous-investissement, absence de vision stratégique et maintien des prix à un niveau artificiellement bas, alors que 90% des ressources en eau sont absorbées par le secteur agricole. La vétusté des infrastructures et le recours intensif aux nitrates ont considérablement accéléré ce processus, dans un pays comptant pourtant 1 M de puits, 5000 cours d'eau, 195 barrages et une centaine d'unités de désalinisation de l'eau de mer. Cette évolution affecte également la qualité de l'eau, en particulier dans 9 provinces où elle est désormais considérée impropre à la consommation domestique. Enfin, la sécheresse et la rareté croissante de la ressource en eau affectent de plus en plus sérieusement la production agricole, alimentant l'inflation : +51% pour les fruits et +35% pour les légumes selon les statistiques officielles, dont la fiabilité est mise en cause par les économistes indépendants.

ISRAËL

1. INSTABILITÉ DE LA CONSOMMATION PRIVÉE.

La consommation privée constitue la plus grande partie du produit intérieur brut israélien (37,9% du total en 2023). Après une forte baisse au dernier trimestre 2023 (-7,5%), la consommation privée a refait son retard. En mai 2024 les recettes de l'État étaient même plus élevées que celles de l'an dernier, notamment grâce au dynamisme de la consommation des foyers israéliens. Les analystes s'attendent cependant à une nouvelle inflexion de cette tendance sur le deuxième semestre. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : les taux d'intérêt relativement élevés (taux directeur à 4,5%, stable), l'anticipation d'une hausse des impôts en 2025 qui plaide pour une plus forte épargne, la reprise du tourisme à l'étranger ou les difficultés persistantes de certains secteurs de l'économie.

2. L'ÉTAT AUTORISE LE DOUBLEMENT DES EXPORTATIONS DE GAZ DU CHAMP DE LÉVIATHAN.

Le champ gazier israélien de Léviathan est la principale source d'exportation du gaz naturel. Afin de maintenir l'approvisionnement du marché national à un niveau satisfaisant pendant les 25 prochaines années, l'État limite actuellement les droits d'exportation de Léviathan à 107 Mds m³ (environ 12 Mds m³ par an). Cette limite devrait bientôt être plus que doublée avec un quantité additionnelle autorisée de 118 Mds m³ qui permettra d'exporter chaque année 21 Mds m³. Les réserves de ce gisement ont en effet été revues à la hausse et les exploitants (NewMed Energy 45,3%, Chevron Mediterranean 39,7% et Ratio 15%) décideront prochainement d'investir environ 450 M € dans un projet d'engineering pour préparer cette montée en puissance. Il restera ensuite à augmenter la capacité des infrastructures d'exportation du gaz, soit par un gazoduc supplémentaire, soit par une plateforme flottante de liquéfaction.

3. L'ÉLECTRIFICATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE INTERURBAIN NE SERA PAS ACHEVÉE AVANT 2030.

Le projet phare de la précédente décennie d'*Israel Railways*, l'électrification du réseau interurbain, devait être achevée en 2021. Il ne le sera finalement pas avant 2030. Depuis son lancement, ce projet (dont l'entreprise espagnole SEMI a la charge depuis 2015) a accumulé plusieurs retards pour des raisons politiques, en particulier sous le gouvernement actuel (arrêts du travail de nuit et pendant le shabbat) ou de guerre entre autres, reportant régulièrement la date d'achèvement du projet tout en augmentant le montant total du projet (12 Mds d'ILS).

JORDANIE

1. LE FMI RÉVISE À LA HAUSSE LA PRÉVISION DE DETTE PUBLIQUE DE LA JORDANIE POUR 2023.

Selon la première revue du mécanisme élargit de crédit, adopté par le FMI en juin 2024, la dette publique de la Jordanie pour 2023 devrait s'établir à 114,1% du PIB, contre 111,5% du PIB selon les prévisions précédentes, soit une augmentation de 2,6%. Pour mémoire la dette publique avait atteint 111,3 % du PIB en 2022 et devrait s'élever à 113,7% en 2024. Hors dette détenue par le Social Security Investment Fund (SSIF), elle devrait s'établir à 89,5% du PIB en 2023 et à 89,2% en 2024. Pour rappel, l'objectif de moyen terme, inscrit dans le programme FMI, est de réduire la dette publique à 80% du PIB en 2028.

2. INSTAURATION D'UNE TARIFICATION HORAIRE DE L'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DU 1^{ER} JUILLET 2024.

Une tarification horaire de l'électricité va être mise en place par la Energy and Minerals Regulatory Commission (EMRC) à compter du 1^{er} juillet pour les secteurs responsables de plus de 15 % de la consommation totale d'électricité du Royaume. Les nouveaux tarifs varieront en fonction des plages horaires suivantes : les heures pleines de 17h à 23h, pendant lesquels les tarifs seront plus élevés, les heures creuses de 6h à 14h, avec les tarifs les plus bas, et les plages intermédiaires de 14h à 17h et de 23h à 6h.

LIBAN

1. ANNONCE D'UNE HAUSSE DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PUBLIQUE.

Le Ministre de l'Énergie a annoncé que la production d'électricité publique, qui permet actuellement de fournir en moyenne 4 heures d'électricité par jour, devrait prochainement s'accroître de 550 MW à 800 MW, suite à une hausse des achats de fuel. La situation financière de l'opérateur national Électricité du Liban s'est en effet améliorée depuis un an, suite à la hausse et la dollarisation partielle de ses tarifs, couplée à une optimisation du taux de collecte des factures (notamment auprès des administrations publiques et des camps de réfugiés). L'objectif à moyen terme serait d'atteindre une production de 1,2 GW, contre une demande d'électricité estimée entre 2 et 2,5 GW. La capacité de l'énergie solaire décentralisée est désormais estimée à 1,5 GW, soit une production moyenne effective d'environ 300 MW.

2. LANCEMENT DU DÉBLAIEMENT DES DÉBRIS MÉTALLIQUES DU PORT DE BEYROUTH.

Près de quatre ans après l'explosion du port de Beyrouth, le Ministre des Transports libanais a annoncé le 27 juin le lancement du déblaiement des débris métalliques de la zone sinistrée. Cette annonce fait suite à la validation par l'Autorité des marchés publics de l'octroi du contrat – via un appel d'offres – à une société locale (« Concord »). Des appels d'offres doivent désormais être préparés pour permettre le déblaiement des voitures endommagées et des autres débris (principalement issus des bâtiments détruits). Ces actions constituent un préalable au lancement de la reconstruction du port de Beyrouth, sur la base des cahiers des charges fournis en mars dernier par les cabinets d'ingénierie français Artelia et Egis sur financement FASEP.

PALESTINE

1. RÉSILIENCE DU SYSTÈME BANCAIRE.

Rappelant la récente évaluation « internationale » intervenue sur le système bancaire palestinien, en particulier sur la lutte contre le financement du terrorisme, le gouverneur de la Banque Centrale a souligné que le système bancaire palestinien a fait la preuve, au cours des dernières années, de sa « grande capacité à absorber les chocs ».

Cette déclaration intervient à la suite d'une annonce, pour les banques cotées à la Bourse palestinienne, d'une baisse de 49% de leurs bénéfices, en glissement annuel. Pour le premier trimestre 2024, les bénéfices des sept banques locales se sont élevés à 19,5 M USD, contre 38,4 M USD sur la même période en 2023. Cette baisse importante des bénéfices est attribuée à l'augmentation des provisions pour pertes de crédit, qui ont été fortement affectées par les répercussions économiques de la guerre dans la bande de Gaza et la situation politique en Cisjordanie, ainsi que par la crise financière à laquelle l'Autorité palestinienne est confrontée. Le groupe Bank of Palestine est en tête de liste des bénéfices avec 12,8 M USD, suivi par Quds Bank avec 2,61 M USD puis l'Arab Islamic Bank avec 2,47 M USD.

SYRIE

1. LA BANQUE CENTRALE UNIFIE LE TAUX DE CHANGE POUR LES ENVOIS DE FONDS.

Alors que la livre syrienne connaît une période de stabilité inégalée depuis six ans, la Banque Centrale de Syrie a unifié le taux de change pour les envois de fonds entre les banques locales et les sociétés de change avec l'objectif affiché de rationaliser les opérations bancaires.

Depuis le début de l'année, le taux de change sur le marché noir a très peu évolué, le dollar s'étant légèrement apprécié, passant de 14 400 SYP à 14 800 SYP pour 1 USD (+2,8 %). Au cours de la même période pour l'année 2023, le dollar s'était apprécié de 32%, passant de 6 825 SYP à 9 025 SYP, pour atteindre 12 500 SYP fin juillet 2023.

La dernière phase de stabilité de la livre syrienne remonte au second semestre 2017. La livre syrienne s'était appréciée, passant de 524 livres pour 1 USD fin juin 2017 à 460 livres pour 1 USD en décembre 2017.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,3	59,7	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,9	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr